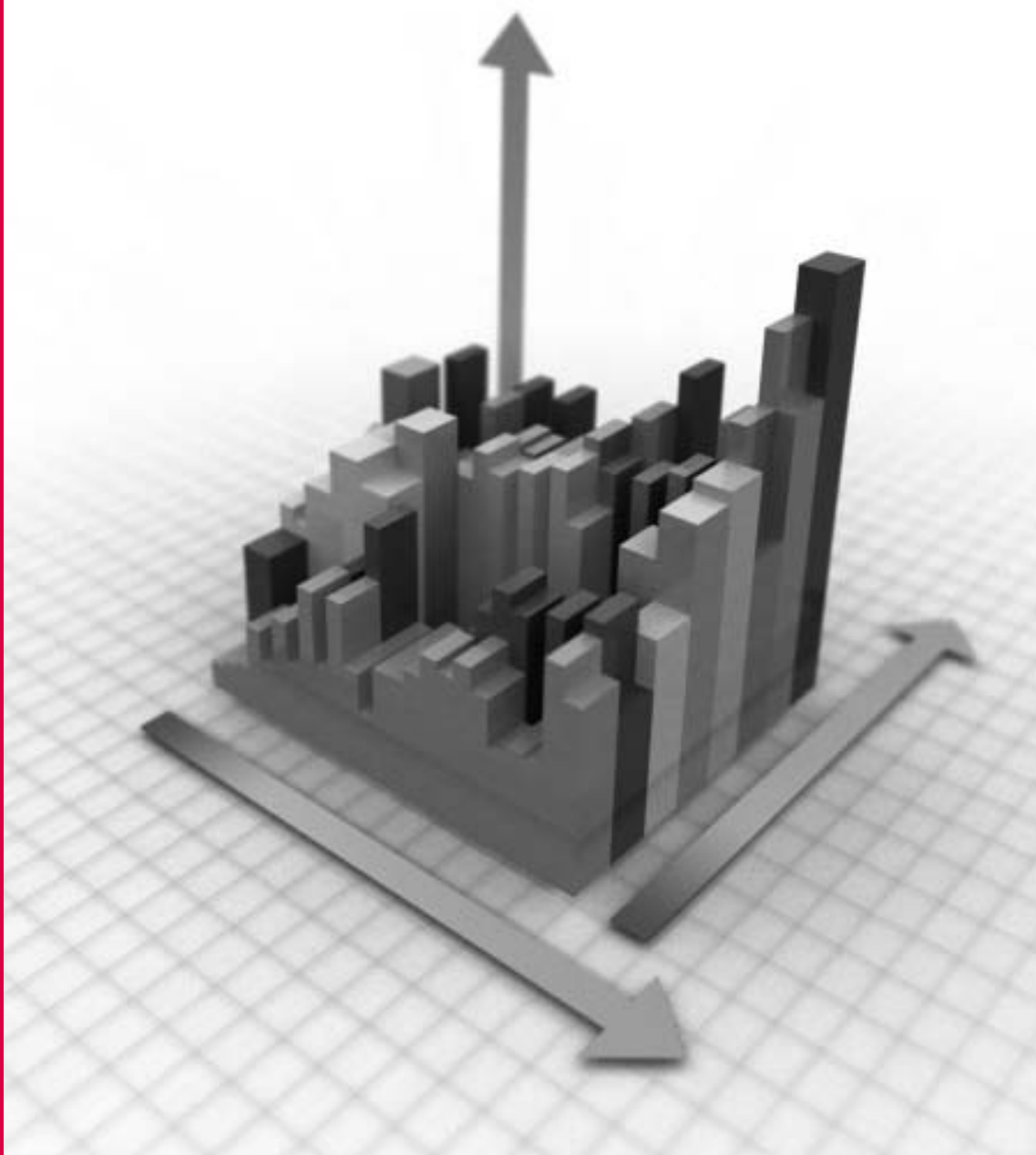




Analyse 1^{er} trimestre 2013 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer leur croissance dans deux axes majeurs :
développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance interentreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 23 AVRIL 2013

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO
Aurélié Botbol
aurelie.botbol@agenceconnecto.com
Madly Schenin-King
madly.schenin-king@agenceconnecto.com
Tél : +33(0)9 62 16 07 83
9 rue François Coppée
92240 Malakoff - France
www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 23 AVRIL 2013

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE TRIMESTRIELLE D'ALTARES

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN LÉGER REcul AU 1^{er} TRIMESTRE 2013 (- 1,8 %).

Au-delà de 50 salariés, les PME restent fragilisées (+ 12 %) mais près de 9 sur 10 échappent à la liquidation immédiate.

Le nombre de défaillances d'entreprises comptabilisées au cours du premier trimestre 2013 reste bloqué au-dessus du seuil des 16 000 procédures franchi depuis 2009. 11 258 LJ directes, 4 642 RJ et 411 sauvegardes ont été ouvertes, soit un volume global de 16 300 en léger recul (- 1,8 %) par rapport au premier trimestre 2012.

Cette baisse des défaillances d'entreprises est tirée par la bonne tendance (- 12 %) des micro-entreprises sans salarié qui concentrent environ 40 % des jugements. En revanche, les défaillances TPE de 1 à 9 salariés sont en nette augmentation, (+ 7 %) et les PME de plus de 50 salariés davantage encore (+ 12 %) après un premier trimestre 2012 qui était déjà lourdement orienté (+ 14 %).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre (situation au 8 avril de chaque année)

	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution 2013/2012
Sauvegardes	322	343	411	19,8 %
Redressements Judiciaires	4 966	4 899	4 641	- 5,3 %
Liquidations Judiciaires directes	11 160	11 368	11 258	- 1,0 %
TOTAL FRANCE	16 448	16 610	16 310	- 1,8 %
Dont sociétés de plus de 50 salariés	122	139	156	12,2 %
Ensemble emplois menacés	57 800	63 370	62 930	- 0,7 %



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 23 AVRIL 2013

La création en berne oriente les défaillances d'entreprises à la baisse. Les PME anticipent mieux mais restent fragiles.

Les **structures sans salarié** semblent mieux résister que les autres. Un peu plus de 6000 micro-entreprises sans effectif ont défailli ce début d'année 2013, soit 12 % de moins qu'il y a un an. Dans une conjoncture qui fragilise pourtant l'ensemble des entreprises, cette catégorie parvient à négocier les trous d'air ponctuels mieux que ne peuvent le faire les autres entreprises contraintes à devoir toujours disposer d'une trésorerie régulière et suffisante pour pouvoir notamment verser les salaires. Cette explication ne saurait suffire, toutefois, à justifier l'ampleur de la baisse des défaillances. Le manque de dynamisme voire la diminution du nombre de créations d'entreprises est davantage un facteur de recul du nombre de dépôts de bilan. Si le statut d'auto entrepreneur introduit à partir de 2009 a permis d'attirer en moyenne sur quatre ans 320 000 candidats chaque année (mais moins d'un sur deux déclare un chiffre d'affaires non nul¹), la forme classique d'entreprise individuelle - en nom propre - a perdu 25 000 nouveaux entrants sur la même période.

Dans le même temps le nombre de créations de sociétés tend à se fixer autour de 16 000 par an². Ces chiffres de la création en berne orientent favorablement ceux de la défaillance. L'INSEE vient de le rappeler ce mois d'avril³ : si le taux de survie des entreprises tend à s'améliorer, une création sur deux ne passe pas cinq ans d'existence. L'analyse des procédures collectives de ce premier trimestre vient confirmer cette situation : plus de la moitié des défaillances de micro-entreprises ont moins de cinq ans et leur nombre est en recul (- 9 %).

Les jeunes entreprises représentent également la moitié des **TPE** défaillantes de ce premier trimestre. 8875 TPE de 1 à 9 salariés sont en procédure collective ce début d'année; c'est 7 % de plus par rapport au premier trimestre 2012, soit 600 entreprises supplémentaires. Ces TPE se présentent devant le tribunal dans une situation financière souvent irrémédiablement compromise. Les deux tiers font alors l'objet d'une liquidation judiciaire immédiate.

Les PME de **10 à 49 salariés** résistent, et si encore un millier d'entre elles a défailli ce premier trimestre, c'est 4 % de moins par rapport à l'année dernière. Les deux tiers de ces PME ont franchi la rude étape des cinq ans d'ancienneté et arrivent un peu moins désarmées devant le tribunal qui accorde l'ouverture d'un redressement judiciaire à la moitié d'entre elles.

Les PME de **plus de 50 salariés** s'inscrivent, en revanche, dans des tendances qui semblent encore sévères puisque 156 ont fait l'objet d'une défaillance, soit une augmentation de 12 % par rapport au début d'année 2012. Cette lourde tendance masque pourtant des signes encourageants.

Seules 19 sociétés (contre 31 sur le premier trimestre 2012) ont été placées directement en liquidation judiciaire, l'essentiel des jugements (137, c'est-à-dire 88 % des décisions) ayant porté sur des ouvertures de redressement judiciaire voire de sauvegarde.

Ces chiffres traduisent une plus forte anticipation des PME pour éviter la fermeture définitive. Au plus fort de la crise, début 2009, les défaillances de PME de plus de 50 salariés avaient été brutalement multipliées par trois et moins des trois quart (72 %) évitaient la liquidation directe. Sur ce début d'année 2013, 9 sur 10 (88 %) échappent à la liquidation. Toutes ne réussiront pas la nécessaire réorganisation qu'impose ce difficile épisode judiciaire mais soulignons que la moitié des sauvegardes et plus du quart des RJ aboutiront au redressement de l'entreprise⁴. Ce délai d'observation accordé par le tribunal est donc de nature à préserver une partie de l'emploi et de l'activité économique d'un territoire.

Sur ce premier trimestre 2013, ces PME défaillantes d'au moins 50 salariés représentent plus de 20 000 emplois directs et pèsent 2,6 milliards € de chiffre d'affaires.

1 - Rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) sur l'évaluation du régime de l'autoentrepreneur - avril 2013.

2 - Chiffres INSEE retraités par Altares.

3 - Insee Première N°1441 - avril 2013.

4 - Étude Deloitte Altares « L'entreprise en difficulté en France » mars 2013.



Decide with Confidence



RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 23 AVRIL 2013

Les secteurs orientés vers les particuliers souffrent du ralentissement de la consommation.

Depuis 2009, chaque début d'année est à la peine et le compteur des défaillances bute sur le seuil des 16 000. 2012 ne fait pas exception. Toutefois, si la sinistralité se concentrait il y a quatre ans sur les activités B2B, ce sont désormais les métiers à destination de la personne (B2C) qui vivent au rouge. Comme les entreprises, les particuliers doivent arbitrer leurs postes de dépenses dans un contexte de pression du pouvoir d'achat. Dépenser différemment et judicieusement.

Le marché de l'immobilier, qui a pourtant résisté en France durant la crise alors qu'il plongeait dans de nombreux pays, s'est aujourd'hui retourné. On assiste à une baisse des ventes dans le neuf, des mises en chantier, ce qui ne laisse guère augurer des perspectives optimistes. Confirmation de cette morosité, le secteur affiche une hausse des défaillances de 11 % ce premier trimestre : 660 procédures ont été ouvertes dont 621 RJLJ. La seule activité des **agences immobilières** compte 252 RJLJ soit 24 % de plus qu'il y a un an. Cette forte panne de l'immobilier pèsera sur le **bâtiment** qui peine déjà (-1,4 %) avec encore environ 4 100 défaillances d'entreprises en trois mois dont le quart se situe dans les travaux de maçonnerie générale et de gros œuvre. La construction (immobilier plus bâtiment) concentre 29 % des jugements prononcés ce trimestre.

Le commerce, deuxième poste de défaillances d'entreprises avec 23 % des jugements, s'efforce de faire front. Le nombre d'ouvertures de RJLJ est stable avec 3 689 dépôts de bilan mais celui des sauvegardes croît très vite (+50 %). Si le **commerce interentreprises** est encore dans le vert (-0,2 %), le commerce de détail résiste plus difficilement puisque 2 228 **détaillants** ont été placés en RJLJ (+1,2 %). Les tendances sont particulièrement sévères dans le sport et loisirs (192 RJLJ ; +22 %) et stables dans l'habillement (352 ; -0,3 %). L'activité habillement et chaussure s'inscrit en dégradation forte (68 ; +24 %) chez les grossistes.

Les **services aux particuliers** dérapent de 5 % (722 RJLJ) en particulier dans le soin à la personne. Les défaillances de salons de coiffure bondissent de 11 % (252) et celles des soins de beauté de 14 % (167).

La **restauration** complète le périmètre des activités B2C en souffrance. 1 532 restaurateurs ont déposé le bilan ce premier trimestre 2013, c'est 2,3 % de plus que début 2012. Parmi eux, un millier de restaurants traditionnels (+3 %) et 450 restaurants rapides (+1 %).

Globalement orientés B2B, les **industriels** sont moins nombreux (-2,3 %) à avoir défailli en ce début d'année 2013. Pourtant, là encore, la panne de consommation handicape **l'agroalimentaire** et sa composante principale, l'activité boulangerie-pâtisserie. Près de 400 entreprises (+3 %) agroalimentaires ont fait l'objet d'une procédure collective ces trois derniers mois (383 RJLJ et 16 sauvegardes) dont 250 dans la boulangerie-pâtisserie. **L'industrie manufacturière** reste en revanche bien orientée (-4 %) avec 783 RJLJ et 33 sauvegardes. La plupart des métiers sont dans le vert à l'exception de l'industrie textile et particulièrement de la fabrication de vêtements de dessus (+29 % ; 53 RJLJ), de la métallurgie-mécanique (+6 % ; 128 RJLJ) et de l'activité bois et matériaux de construction (+3 % ; 98 RJLJ) principalement sur les métiers du bois (charpente, imprégnation, sciage et rabotage).

Le secteur des services s'inscrit également sur de bonnes tendances. Les **services aux entreprises** affichent une baisse des défaillances de 8 % (1 905 dont 75 sauvegardes). De nombreux métiers enregistrent des améliorations sensibles, c'est par exemple le cas de la publicité (-22 % ; 112 RJLJ). Pour certains, en revanche, les chiffres dérapent comme les activités de conseil de gestion (+5 % ; 239 RJLJ). Les faiblesses de l'immobilier ont aussi des effets marqués dans les activités d'architecte (+16 % ; 64 RJLJ) ou des économistes de la construction (+8 % ; 26 RJLJ). La branche communication et information enregistre un fort recul du nombre de procédures (-16 % ; 345 RJLJ) notamment dans les **services informatiques** & édition de logiciels (-14 % ; 189 RJLJ). La branche **transport** (-11 % ; 499 défaillances dont 19 sauvegardes) surfe sur les bons chiffres des activités B2B. Le nombre de dépôts de bilan est en baisse de 13 % (229) dans le transport routier de fret de **proximité** et 12 % (109) dans le transport routier de fret **interurbain**.



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 23 AVRIL 2013

13 régions passent au vert ; les chiffres dérapent en Pays-de-la-Loire.

Les ouvertures de procédures collectives s'accroissent en Pays-de-la-Loire. Elles bondissent de 17% (876 RJL et 38 sauvegardes) et concernent pour moitié des entreprises de moins de 5 ans. Les structures de 0 à 3 ans sont particulièrement vulnérables (+ 24%). La sinistralité augmente fortement sur les TPE de 1 à 2 salariés (+ 42%). Le bâtiment paye un lourd tribut avec une augmentation de 25% du nombre de RJL ce trimestre comparé à la même période en 2012. La Loire-Atlantique, moteur de la création d'entreprises avec environ 43% des nouvelles immatriculations de la région, enregistre une tendance lourde (+ 26% et 342 RJL).

Trois régions, **Haute-Normandie**, **Languedoc-Roussillon** et **Auvergne**, connaissent également une hausse sensible (+ 8%) du nombre de procédures ce début 2013 après un premier trimestre 2012 qui avait été bien orienté. La situation est plus compliquée pour les régions **Rhône-Alpes** et **Champagne-Ardenne** dont les défaillances d'entreprises augmentent de 7% après s'être déjà accrues, respectivement, de 6% et 12% il y a un an.

En revanche, le nombre de procédures est en recul dans la moitié des régions françaises en particulier en **Bretagne** (- 3%, 723 défaillances), dans l'**Île-de-France** (- 4% ; 2 977), le **Nord-Pas-de-Calais** (- 4% ; 918) et le **Limousin** (- 13% ; 161) dont les défaillances étaient déjà en baisse début 2012.

«Après la forte hausse des défaillances d'entreprises observée sur le dernier trimestre 2012 (+ 13%), **l'amélioration même modeste de ce début d'année sonne comme un encouragement à ne pas baisser les bras.**», relève Thierry MILLON, Responsable des analyses Altares.

«La typologie des entreprises défaillantes est un autre signal d'un retour progressif à une situation plus traditionnelle du risque.

Les jeunes entreprises viennent grossir les rangs des défaillants et les faiblesses structurelles des PME se révèlent. Sans ignorer le poids d'une conjoncture européenne qui mine les optimistes les plus déterminés, les PME en cessation de paiement sont moins des sociétés en brutal effondrement des carnets de commande, comme ce fut le cas ces années de crise, que des sociétés en manque de financement. Parmi les 6 950 sociétés défaillantes de ce premier trimestre 2013 à avoir publié un bilan, seule la moitié présentait un bilan de moins de deux ans ; signe que les comptes pouvaient être compliqués depuis plusieurs années. Pour celles dont les comptes 2011 voire 2012 étaient disponibles, 40% ne disposaient déjà plus de capitaux propres, plus de la moitié ne parvenaient pas à dégager un bénéfice d'exploitation. Difficile dans ces conditions d'envisager sereinement le redressement de l'entreprise. Toutes ne sont pas dans une situation aussi compromise mais pour toutes, en revanche, se pose la question du financement de l'exploitation.

Les sociétés défaillantes de ce premier trimestre portaient 1 milliard d'euros de créances clients (soit 29% du total bilan) «compensé» par 1 milliard d'euros de dettes fournisseurs. Le crédit interentreprises, s'il est facilitateur de business, peut vite s'avérer être un accélérateur de risque pour les fournisseurs de ces sociétés défaillantes. D'autant qu'aux délais contractuels



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

NANTERRE, LE MARDI 23 AVRIL 2013

*s'ajoutent des retards de règlement ; les deux tiers des entreprises défaillantes, ce trimestre encore, payaient leurs factures avec au moins 15 jours de retard. Or, il convient d'insister : **une défaillance sur quatre est due à des retards de règlement.** Si les grandes entreprises peuvent recourir directement aux marchés pour trouver leurs financements, les PME n'ont généralement pas cette faculté pour faire face aux besoins de trésorerie et sont donc tentées, à défaut de pouvoir se financer comme elles le souhaiteraient auprès de leurs banques, de jouer sur le crédit fournisseur.*

Les sous-traitants et, plus généralement les fournisseurs, doivent donc redoubler de vigilance sur la gestion de leur risque client et particulièrement sur le respect des délais de paiement. »

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Analyses Altares : 04 72 65 15 51

À PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1^{er} réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 200 Millions d'entreprises dans le monde. Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : AGENCE CONNECTO

Aurélié Botbol : aurelie.botbol@agenceconnecto.com - Madly Schenin-King : madly.schenin-king@agenceconnecto.com

9 rue François Coppée - 92240 Malakoff - France

Tél : +33(0)9 62 16 07 83 • www.agenceconnecto.com

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 10

- 10 Statistiques France globale
 - Statistiques France par tranches d'effectif
 - Statistiques France par tranches d'âge
- 11 Statistiques France par secteurs d'activité détaillée
- 12 Statistiques France par Région
- 13 Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 5 ans (données sur 12 mois glissants - janvier 2008 à mars 2013)
 - Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 14 Les défaillances de plus de 30 M€ de Chiffre d'Affaires au 1^{er} trimestre 2013

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 16

- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France globale
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectif
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activité détaillée
- 18 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 19 Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région au 1^{er} trimestre 2013
- 20 Les sauvegardes de plus de 15 M€ de Chiffre d'Affaires au 1^{er} trimestre 2013

MÉTHODOLOGIE 21

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

SITUATION AU 8 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) FRANCE GLOBAL

1 ^{ers} trimestres	2011	2012	2013
France	16 126	16 267	15 889
Évolution Vs N-1	- 1,0 %	0,9 %	- 2,3 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIF

Effectifs	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
0 salarié ou inconnu	6 971	6 079	- 12,8 %
1 ou 2 salariés	4 545	4 927	8,4 %
3 à 5 salariés	2 475	2 546	2,9 %
6 à 9 salariés	1 090	1 215	11,5 %
10 à 19 salariés	733	709	- 3,3 %
20 à 49 salariés	327	299	- 8,6 %
50 à 99 salariés	70	71	1,4 %
100 à 199 salariés	40	37	- 7,5 %
200 salariés et plus	16	16	0,0 %
TOTAL FRANCE	16 267	15 899	- 2,3 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

Âges	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
moins de 3 ans	2 932	2 805	- 4,3 %
3 à 5 ans	5 438	5 098	- 6,3 %
6 à 10 ans	3 796	3 930	3,5 %
11 à 15 ans	1 462	1 578	7,9 %
16 à 50 ans	2 587	2 446	- 5,5 %
51 ans et plus	52	42	- 19,2 %
TOTAL FRANCE	16 267	15 899	- 2,3 %

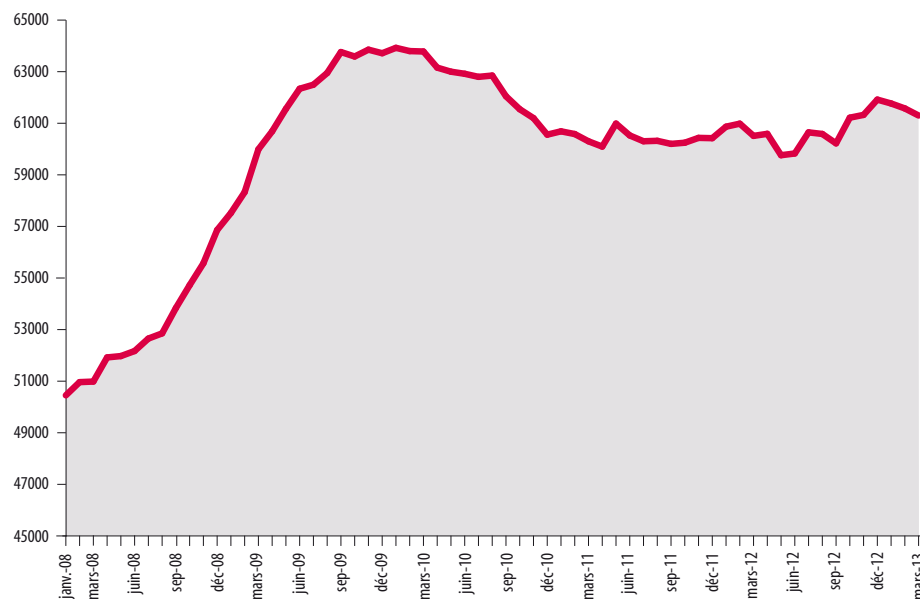
STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉTAILLÉE

Activités	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
AGRICULTURE	289	304	5,2 %
Chasse, pêche, forêt	60	79	31,7 %
Culture	137	136	-0,7 %
Élevage	92	89	-3,3 %
CONSTRUCTION	4 719	4 709	-0,2 %
Bâtiment	4 145	4 088	-1,4 %
Immobilier	574	621	8 %
COMMERCE	3 673	3 689	0,4 %
Commerce & réparation de véhicules	572	575	0,5 %
Commerce de détail	2 202	2 228	1,2 %
Commerce interentreprises	899	886	-1,4 %
INDUSTRIE	1 193	1 166	-2,3 %
Industrie agroalimentaire	378	383	1,3 %
Industrie hors agroalimentaire	815	783	-3,9 %
INFORMATION & COMMUNICATION	412	345	-16,3 %
Services informatiques & édition de logiciels	221	189	-14,5 %
Autres activités information & communication	191	156	-18,3 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	544	480	-11,8 %
Transport routier de marchandises	411	369	-10,2 %
Autres activités de transport	133	111	-16,5 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	114	83	-27,2 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 984	1 830	-7,8 %
Activités scientifiques & techniques	980	936	-4,5 %
Services administratifs aux entreprises	1 004	894	-11,0 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	689	722	4,8 %
Activités de réparation	98	86	-12,2 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	419	474	13,1 %
Autres services à la personne	172	162	-5,8 %
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 932	1 967	1,8 %
Hébergement	153	151	-1,3 %
Restauration	1 498	1 532	2,3 %
Débites de boissons	281	284	1,1 %
AUTRES ACTIVITÉS	718	604	-15,9 %
Santé humaine & action sociale	214	163	-23,8 %
Activités récréatives	195	154	-21,0 %
Enseignement	172	156	-9,3 %
Autres activités	137	131	-4,4 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	16 267	15 899	-2,3 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION

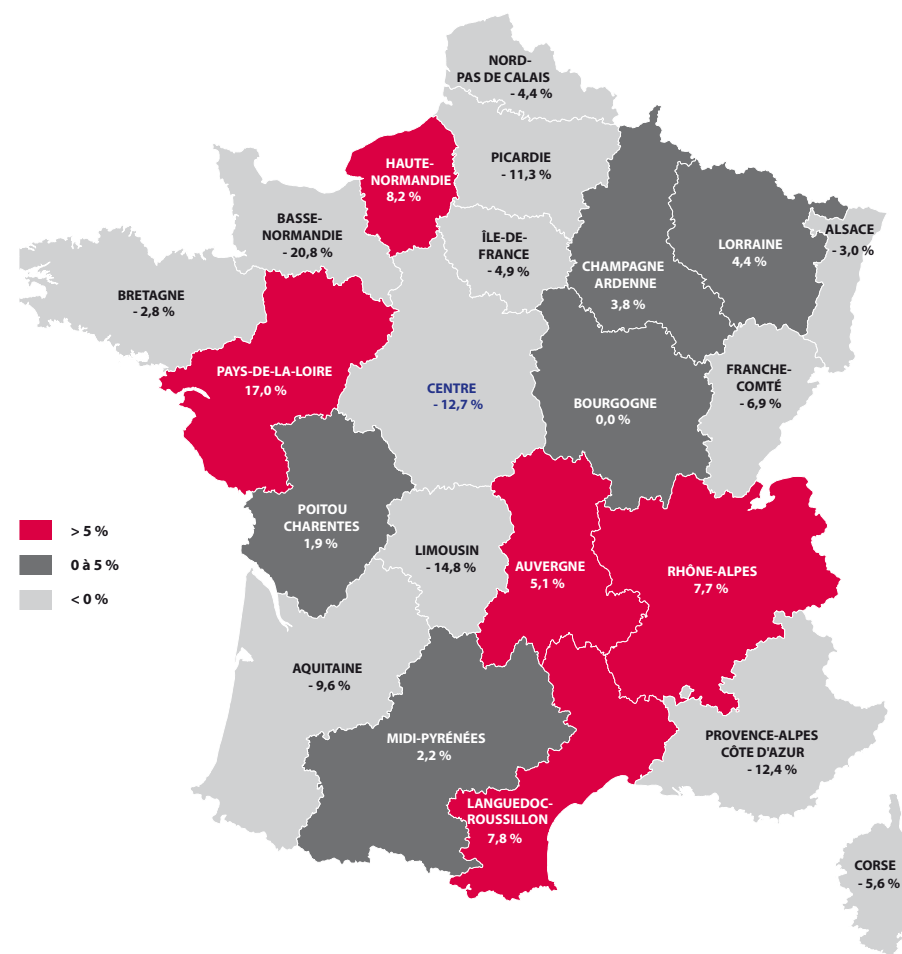
Régions	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
Alsace	434	421	- 3,0 %
Aquitaine	918	830	- 9,6 %
Auvergne	234	246	5,1 %
Basse-Normandie	346	274	- 20,8 %
Bourgogne	410	410	0,0 %
Bretagne	743	722	- 2,8 %
Centre	616	538	- 12,7 %
Champagne-Ardenne	293	304	3,8 %
Corse	89	84	- 5,6 %
Franche-Comté	305	284	- 6,9 %
Haute-Normandie	364	394	8,2 %
Île-de-France	3 072	2 921	- 4,9 %
Languedoc-Roussillon	869	937	7,8 %
Limousin	182	155	- 14,8 %
Lorraine	451	471	4,4 %
Midi-Pyrénées	718	734	2,2 %
Nord-Pas-de-Calais	948	906	- 4,4 %
Pays-de-la-Loire	749	876	17,0 %
Picardie	451	400	- 11,3 %
Poitou-Charentes	416	424	1,9 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1 852	1 622	- 12,4 %
Rhône-Alpes	1 668	1 797	7,7 %
DOM et inconnue	139	149	7,2 %
TOTAL	16 267	15 899	- 2,3 %

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE SUR 5 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - JANVIER 2008 À MARS 2013)



CARTE DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 30 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 1^{ER} TRIMESTRE 2013

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	EFFECTIF	NATURE PROCÉDURE	MOIS DE DÉFAILLANCE
GAD SAS	29	Bretagne	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1988	446,8	1 857	RJ	02
VIRGIN STORES	75	Île-de-France	4763Z	Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé	1988	304,9	1 216	RJ	01
BIJOUX GL	07	Rhône-Alpes	3212Z	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	1977	75,1	605	RJ	02
OXO	71	Bourgogne	2223Z	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	1954	74,2	435	RJ	02
SILIKEN FRANCE	31	Midi-Pyrénées	4669B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers	2008	56,8	21	LJ	01
QUINTON HAZELL FRANCE	59	Nord-Pas-de-Calais	4531Z	Commerce de gros d'équipements automobiles	1997	50,9	115	RJ	02
LES DOMAINES JEEPER	51	Champagne	4634Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons	1999	47,2	9	RJ	01
ÉTABLISSEMENTS L. MARCHETTO	77	Île-de-France	3831Z	Démantèlement d'épaves	1974	43,2	109	RJ	03
DIGGER TECHNOLOGIE	13	Provence-Alpes-Côte d'Azur	4651Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	1997	40,7	4	LJ	03
VG GOOSSENS	59	Nord-Pas-de-Calais	1721B	Fabrication de cartonnages	1956	33,6	189	RJ	01
SAS TRANSPORTS GRINGORE	14	Basse-Normandie	4941A	Transports routiers de fret interurbains	1998	31,0	294	RJ	01
TELECOM RÉSEAUX SERVICES	77	Île-de-France	3320D	Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels	1993	30,0	300	RJ	02

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

SITUATION AU 8 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE GLOBAL

1 ^{ers} trimestres	2011	2012	2013
France	322	343	411
Évolution Vs N-1	8,1 %	6,5 %	19,8 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIF

Effectifs	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
0 salarié ou inconnu	99	114	15,2 %
1 ou 2 salariés	56	64	14,3 %
3 à 5 salariés	47	60	27,7 %
6 à 9 salariés	56	63	12,5 %
10 à 19 salariés	42	38	-9,5 %
20 à 49 salariés	30	40	33,3 %
50 à 99 salariés	8	20	150,0 %
100 salariés et plus	5	12	140,0 %
TOTAL FRANCE	343	411	19,8 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

Âges	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
moins de 3 ans	24	32	33,3 %
3 à 5 ans	96	99	3,1 %
6 à 10 ans	77	90	16,9 %
11 à 15 ans	49	67	36,7 %
16 ans et plus	97	123	26,8 %
TOTAL FRANCE	343	411	19,8 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉTAILLÉE

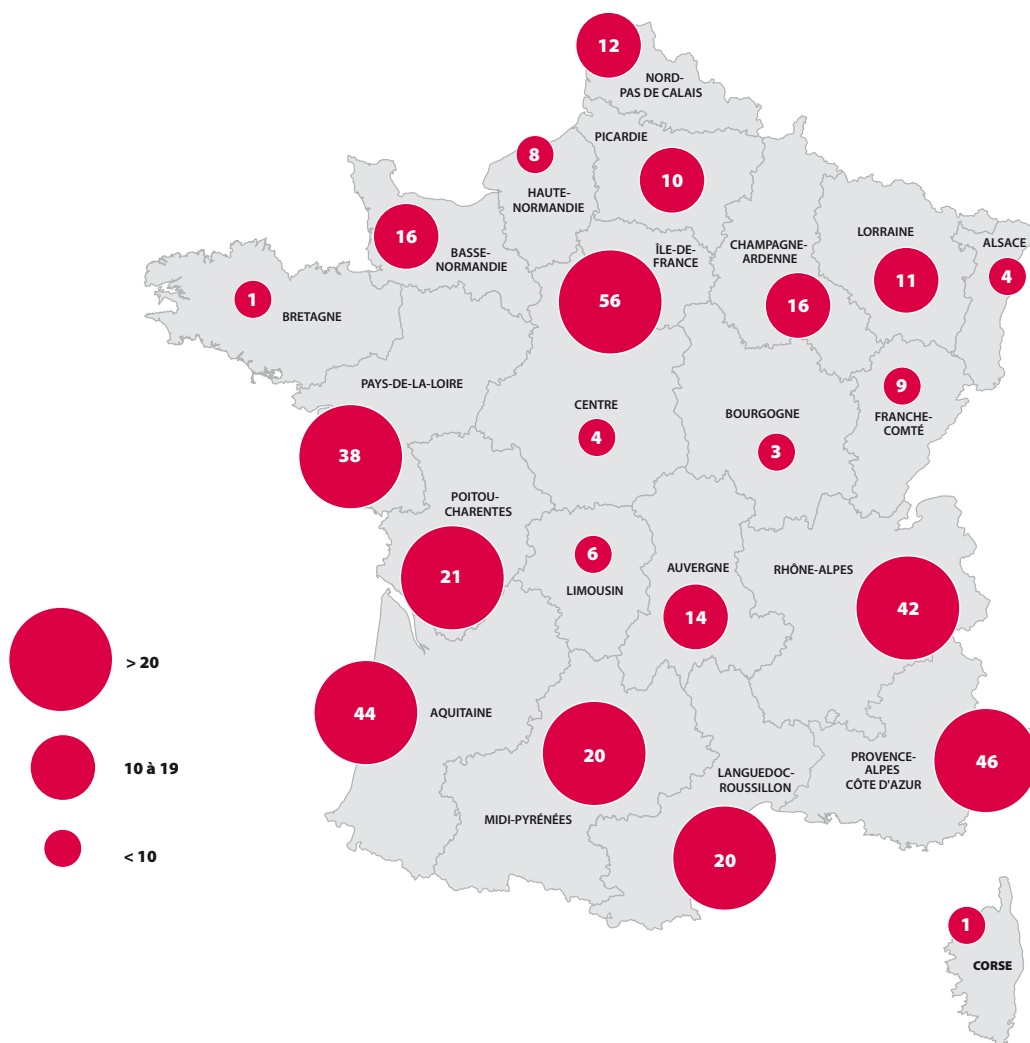
Activités	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
AGRICULTURE	6	11	83,3 %
Chasse, pêche, forêt	1	-	-
Culture	3	7	133,3 %
Élevage	2	4	100,0 %
CONSTRUCTION	63	83	31,7 %
Bâtiment	42	46	9,5 %
Immobilier	21	37	76,2 %
COMMERCE	56	84	50,0 %
Commerce & réparation de véhicules	7	11	57,1 %
Commerce de détail	36	49	36,1 %
Commerce interentreprises	13	24	84,6 %
INDUSTRIE	44	49	11,4 %
Industrie agroalimentaire	9	16	77,8 %
Industrie hors agroalimentaire	35	33	-5,7 %
INFORMATION & COMMUNICATION	9	12	33,3 %
Services informatiques & édition de logiciels	7	7	0,0 %
Autres activités information & communication	2	5	150,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	14	19	35,7 %
Transport routier de marchandises	13	12	-7,7 %
Autres activités de transport	1	7	600,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	6	6	0,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	80	75	-6,3 %
Activités scientifiques & techniques	36	30	-16,7 %
Services administratifs aux entreprises	44	45	2,3 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	9	8	-11,1 %
Activités de réparation	1	1	0,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	6	-14,3 %
Autres services à la personne	1	1	0,0 %
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	33	38	15,2 %
Hébergement	6	5	-16,7 %
Restauration	24	29	20,8 %
Débits de boissons	3	4	33,3 %
AUTRES ACTIVITÉS	23	26	13,0 %
Santé humaine & action sociale	11	11	0,0 %
Activités récréatives	4	7	75,0 %
Enseignement	4	4	0,0 %
Autres activités	4	4	0,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	343	411	19,8 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Régions	1 ^{er} trimestre 2012	1 ^{er} trimestre 2013	Évolution T1 2013/2012
Alsace	9	4	-55,6 %
Aquitaine	25	44	76,0 %
Auvergne	7	14	100,0 %
Basse-Normandie	6	16	166,7 %
Bourgogne	14	3	-78,6 %
Bretagne	3	1	-66,7 %
Centre	4	8	100,0 %
Champagne-Ardenne	7	16	128,6 %
Corse		1	-
Franche-Comté	3	9	200,0 %
Haute-Normandie	8	8	0,0 %
Île-de-France	32	56	75,0 %
Languedoc-Roussillon	18	20	11,1 %
Limousin	3	6	100,0 %
Lorraine	9	11	22,2 %
Midi-Pyrénées	23	20	-13,0 %
Nord-Pas-de-Calais	12	12	0,0 %
Pays-de-la-Loire	30	38	26,7 %
Picardie	23	10	-56,5 %
Poitou-Charentes	20	21	5,0 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	38	46	21,1 %
Rhône-Alpes	45	42	-6,7 %
DOM et inconnue	4	5	25,0 %
TOTAL	343	411	19,8 %

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION AU 1^{ER} TRIMESTRE 2013

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 15 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
MULTITEC	34	Languedoc-Roussillon	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	2002	86,9	400	03
SPANGHERO SAS	11	Languedoc-Roussillon	1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande	1972	78,9	331	02
CNCP BORDET	84	Provence-Alpes-Côte d'Azur	4669B	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers	1957	27,8	136	03
LABORATOIRES BIOETHIC	75	Île-de-France	4646Z	Commerce interentreprises de produits pharmaceutiques	1998	24,9	2	01
3I PLUS	92	Île-de-France	7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2006	23,3	16	02
HARMONY	43	Auvergne	4649Z	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	1971	21,5	109	01
GEL ALPES	04	Provence-Alpes-Côte d'Azur	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1981	19,8	33	03
DEVILLE	08	Champagne	2752Z	Fabrication d'appareils ménagers non électriques	1970	18,7	128	02
TECSOM	08	Champagne	1393Z	Fabrication de tapis et moquettes	2010	18,0	150	01
RIVE DÉFENSE SAS	75	Île-de-France	6820B	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	2005	17,8	-	01
SCOP CANA-ELEC SA	33	Aquitaine	4312A	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	1991	16,8	111	01

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegardes d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiement, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plan de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99